

# Folofolo

Revue des sciences humaines et des civilisations africaines

N° Décembre 2020

*Tome 2*

ISSN 2518-8143



**FOLOFOLO**  
**Revue des sciences humaines et des**  
**civilisations africaines**

**Décembre 2020**

*Tome 2*

<http://www.folofolo.univ-ao.edu.ci>

## **Administration et Rédaction**

Directeur de publication BAMBA Mamadou

Rédacteur en chef KAMARA Adama

Rédacteur en chef adjoint KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster ALLABA Djama Ignace

Chargé de diffusion et de marketing ALLABA Djama Ignace

Trésorière KOUADIO Affoué Sylvie

## **Comité scientifique**

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

Sékou BAMBA, Directeur de recherches, Université Félix Houphouët-Boigny/IHAAA

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, Université Félix Houphouët-Boigny/IHAAA

OSSEYNOU Faye, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

LATTE Egue Jean Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

KOUAKOU Antoine, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

GUIBLEHON Bony, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ASSI Kaudjis Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

Marie MIRAN, Maître de conférences, EHESS/IMAF Paris

GBODJE Sékré Alphonse, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

KOUASSI Kouakou Siméon, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BATCHANA Essohanam, Maître de conférences, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Maître de conférences, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BEKOIN Tano Raphaél Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

## **Comité de lecture**

KOUAKOU Antoine

BATCHANA Essohanam

CISS Ismaila

VEI Kpan Noël

GOMA-THETHET Joachim Emmanuel

N'SONSSISA Auguste

CAMARA Moritié

FAYE Osseynou

IDRISSA Bâ

BAMBA Mamadou

SARR Nissire Mouhamadou

GOMGNIMBOU Moustapha

DEDOMON Claude

DEDE Jean Charles

BAMBA Aboulaye

DIPO Ilaboti

## EDITORIAL

Prétendre écrire l'histoire de la civilisation africaine peut paraître une gageure.

En effet, des faits restent peu connus, et l'exploration intellectuelle et scientifique de l'Afrique n'est pas toujours chose aisée.

Le chercheur doit recueillir, classer et critiquer les sources écrites et orales de même qu'une documentation abondante pour aboutir à la vérité scientifique.

Il est pourtant nécessaire de réanimer à travers des écrits originaux la réalité substantielle de la civilisation africaine de l'époque antique à la période contemporaine en passant par les périodes médiévales et modernes.

C'est à cette tâche que s'est consacré ce numéro de la revue "FoloFolo".

Les propositions de sujets et les diverses approches scientifiques dans une entière liberté d'expression se sont avérées enrichissantes.

Ce numéro de décembre 2020 explore la science dans sa diversité.

Le résultat recherché est de connaître l'Afrique et ses civilisations dans sa profondeur et bien sûr avec ses joies et ses peines, mais aussi et surtout de proposer des pistes pour un développement durable de ce continent.

La pluralité des articles, l'originalité des problématiques et la diversité des sujets autorisent à penser que ce numéro sera accueilli à sa juste valeur par les universitaires.

**Bamba Mamadou**

## TABLE DES MATIERES

<b>Issa DIALLO / Adama KONE / Amadou TRAORE:</b> Covid-19 à Bamako : Mythe ou réalité ? Analyse de la perception des populations .....	7–19
<b>Adama KABORE:</b> Migrations et sécurisation des terres dans l'espace Kroumen (1963-1999) .....	20–38
<b>DOSSO FATOU / SAVADOGO MATHIAS:</b> L'offensive turque en Afrique : le cas de la Côte d'Ivoire (2010-2016) .....	39–57
<b>Hervé Landry COULIBALY:</b> La pléthore de partis politiques au Burkina Faso de 1991 à 2017 : causes et impacts .....	58–73
<b>Noël Okobé DATRO / Marc ATTOH:</b> Les mercenaires libériens et la crise militaro-politique en cote d'ivoire : 2002-2003 .....	74–93
<b>René ELOUNDOU MBASSI :</b> L'Aperçu historique de la gestion des femmes militaires dans l'armée camerounaise : 1984-2015 .....	94–117
<b>FOFANA Lacina / Foussata Dagnogo / Djibril Konaté :</b> L'impact de la migration sur le cadres de vie des populations dans le périmètre minier de tongon, au nord de la côte d'Ivoire .....	118-132
<b>Ardjouma TUO :</b> Communication du risque face à l'utilisation du gaz butane par les taxis communaux de Bouaké (Côte d'Ivoire) .....	133-146
<b>Dangnisso BAWA:</b> Extraction des argiles sur le talus de la route Adéta-Danyi N'Digbé et risques de mouvements de masse .....	147-159
<b>SORO Nahoua Adama / SILUE Donakpo / DIABATE Songui:</b> Le problème d'éducation et la formation des populations agricoles de dongouine face aux risques de maladies hydriques liées à leurs activités .....	160-170

<b>KOUAMÉ Jean Luc Kouassiblé / N'GUESSAN Mahomed Boubacard:</b> "Les fondations politiques" : des instruments diplomatiques allemands méconnus en Afrique occidentale (1960 à aujourd'hui) .....	171-187
<b>Dimitri OVENANGA-KOUMOU:</b> Inachèvement de l'homme et liberté chez Kant .....	188-199
<b>Mahamoudou OUBDA:</b> l'islam dans le regard chrétien (631-2019) .....	200-220
<b>Fatou DIOP/ Cheikh Ibrahima NIANG / Sara Danièle DIENG / El Hadji Papa Abdourahim SY:</b> L'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec l'hypertension et ses complications à Dakar .....	221-238
<b>Koffi Amouzou SOSSOU:</b> La gestion des plantations agricoles du sud-ouest Togo (1914–1920) .....	239-252
<b>Mathata Mireille Pulchérie-Laure OUATTARA:</b> Les <i>dyulamoussou</i> : une classe de femmes d'affaires à Kong (XVIIIe-XIXe siècles) .....	253-267
<b>ASSI Amon Jean-Paul:</b> Les Sénégalais et l'islamisation de la Côte d'Ivoire méridionale (1893-1956) .....	268-289
<b>ODY Marcel Arnoux / KOUADIO Guessan:</b> Les syndicats guinéens et le régime du président Lansana Conté (1990-2008) .....	290-306
<b>YAO Koffi Léon:</b> La caisse de stabilisation et de péréquation de Côte d'Ivoire : des origines à la dissolution (1954- 1999) .....	307-316
<b>Ichaka CAMARA:</b> Grands axes de la lutte contre la corruption au Mali de l'indépendance à Mars 2012 .....	317-334
<b>Ehouman Dibié Besmez SENY / Mamadou DELY:</b> La condition de la croyance en des divinités des contes en Afrique en mutation .....	335-347
<b>Abdoulaye KONÉ:</b> Sanoussi Diaby et la diffusion du <i>Hamallisme</i> à Daloa de 1930 à 1977 .....	348-360

# LES MERCENAIRES LIBERIENS ET LA CRISE MILITARO-POLITIQUE EN COTE D'IVOIRE : 2002-2003

*Noël Okobé **DATRO***

*Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)*

*Contacts : [datronoel1978@gmail.com](mailto:datronoel1978@gmail.com) / +225 08040031 / 43666981*

/

*Marc **ATTOH***

*Université Alassane OUATTARA, Bouaké (Côte d'Ivoire)*

*Contacts : [marcattohkg7@gmail.com](mailto:marcattohkg7@gmail.com) / +225 49908032 / 78701075*

## RÉSUMÉ

Dès le déclenchement de la guerre civile en Côte d'Ivoire en 2002, les protagonistes ont fait appel à des mercenaires, dans leur rang, dont la plupart vient du Libéria. Les motifs de l'immixtion de ces Libériens dans la guerre civile en Côte d'Ivoire sont d'ordre vindicatif pour les groupes rebelles et sécuritaire et défensif pour le régime Gbagbo. Ces mercenaires libériens, que ce soit du côté des rebelles comme des forces gouvernementales, se sont caractérisés par leur insoumission et leur barbarie dans la guerre. Leur engagement militaire aux côtés du Mouvement Populaire Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et du Mouvement de la Justice et la Paix(MJP) d'une part et des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) d'autre part a suscité une guerre ethnique dans l'ouest de la Côte d'Ivoire et participé à la chute du régime Taylor au Libéria en 2003.

**Mots clés :** mercenaires, libériens, armés, rébellion, Côte d'Ivoire

## ABSTRACT:

From the start of civil war in 2002, the protagonists called on mercenaries, in their rank, most of whom came from Liberia. The reasons for the interference of these Liberian in the civil war in Côte d'Ivoire are vindictive for the rebel groups and security and defensive for Gbagbo's regime. These Liberian mercenaries, whether on the side of the rebels or government forces, were characterized by their insubordination and their barbarism in the war. Their military engagement alongside Ivorian Popular Movement of the Great West (MPIGO) and Justice and Peace Movement (MJP) on the one hand and the Defense and Security Forces (FDS) on the other, sparked an ethnic war in western in Côte d'Ivoire and participated in the fall of the Taylor's regime in Liberia in 2003.

**Keywords :** liberian, mercenaries, army, rebellion,Côte d'Ivoire,

## INTRODUCTION

Les guerres civiles en Afrique mettent en confrontation plusieurs acteurs. Les protagonistes font le plus souvent appel à certains combattants étrangers. Ainsi, que ce soit du côté des groupes rebelles ou que ce soit des forces gouvernementales, la présence des mercenaires est un fait réel sur le champ de bataille. C'est le cas des mercenaires armés libériens dans les rangs des combattants du MPIGO<sup>1</sup> et du MJP<sup>2</sup> d'une part et des FDS<sup>3</sup> d'autre part dans la guerre civile en Côte d'Ivoire de 2002 à 2003. Le mercenariat dans les conflits en Afrique de l'ouest est un sujet d'actualité qui préoccupe nos gouvernants africains. De ce fait, nous avons choisi d'insister sur le cas des mercenaires dans la rébellion en Côte d'Ivoire, notamment à l'ouest où les conséquences de ce conflit ont été atroces dans la période allant de 2002 à 2003.

L'étude s'inscrit dans un cadre chronologique circonscrit : 2002-2003. L'année 2002 marque le début de la rébellion armée en Côte d'Ivoire. En effet, dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, une tentative de coup d'Etat se mue en rébellion armée coupant le pays en deux. Dès les premiers mois de cette rébellion, les groupes armés se partagent le territoire national. Le MPC<sup>4</sup> occupe le nord et le centre du pays, pendant que l'ouest est sous le contrôle du MPIGO et du MJP. L'intervention des deux derniers groupes armés invite les mercenaires libériens dans le conflit ivoirien. L'immixtion de ces Libériens dans la guerre dans l'ouest-ivoirien engendre des répercussions, notamment la chute du président libérien, Charles Taylor, en août 2003.

Des travaux scientifiques ont abordé quelques aspects de l'intrusion des mercenaires libériens armés dans la crise ivoirienne. Ces travaux ont fourni des informations nécessaires en rapport avec notre sujet. (Labonte, 2006) explique les facteurs déclencheurs de la rébellion armée en Côte d'Ivoire. Quant à (Djékré, 2003), il insiste sur la légitimation des armes dans le jeu politique en Afrique et particulièrement en Côte d'Ivoire. Pour lui, de plus en plus, les acteurs politiques ont recours à des mercenaires pour bénéficier de leur soutien militaire dans

---

<sup>1</sup>Le Mouvement Populaire du Grand Ouest est un des deux mouvements rebelles à l'Ouest de la Côte d'Ivoire qui revendique la prise de Danané, à la frontière ivoiro-libérienne. Il est fondé par le sergent Félix DOH tué en 2003 dans un guet-apens. La plupart des membres a été recrutée dans le pays dan ou yacouba. Composé d'environ 6000 combattants, ce mouvement rejoint, après le cessez-le-feu signé le 8 janvier 2003, la coalition rebelle des Forces Armées des Forces Nouvelles (FAFN) en 2004.

<sup>2</sup>Le Mouvement pour la Justice et la Paix est créé dans le même contexte en 2002, aux premières heures de la rébellion.

<sup>3</sup>Les Forces de Défense et de Sécurité constituent l'armée nationale ivoirienne qui ont défendu l'intégrité territoriale du pays.

<sup>4</sup> Le Mouvement Patriotique de la Côte d'Ivoire (MPC) était basé au nord du pays et agissait pour le compte de l'armée rebelle contre le pouvoir en place. Il a été créé en 2002

leur quête du pouvoir d'Etat. Il ajoute que la sous-région est un réservoir potentiel de mercenaires dans le jeu politique des Etats. (Jarret, 2002) essaie de mettre en lumière l'évolution de la vie sociopolitique ivoirienne. Il revient particulièrement sur les facteurs déclencheurs de la crise ivoirienne de 2002 en évoquant les forces en présence. (HRW, 2003) confirme la présence des mercenaires libériens sur le sol ivoirien et (HRW 2004), révèle les atrocités de ces mercenaires dans la guerre civile en Côte d'Ivoire. Le Rapport du Panel d'experts des Nations Unies sur le Libéria établit des liens entre les protagonistes ivoiriens et les mercenaires libériens.<sup>5</sup>

Tous ces travaux ont permis de comprendre l'immixtion récurrente des mercenaires libériens dans la vie politique ivoirienne entre 2002 et 2003. Quelles sont les motivations de l'intrusion des mercenaires libériens armés dans la rébellion en Côte d'Ivoire au cours de cette période et son impact sur la vie du pays ?

L'objectif de ce présent article est de mettre en relief les raisons fondamentales de la présence des mercenaires libériens et leurs actions dans la guerre en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2003.

Le traitement des informations tirées des ouvrages, d'articles de presse et de travaux scientifiques de certains auteurs ont permis de comprendre la question de fond. Aussi, avons-nous confronté ces informations aux entretiens du HCR, pour établir la véracité des faits. Ce procédé nous a permis d'écarter les informations qui souffrent de pertinence. Cette démarche a permis de bâtir le travail en trois parties. La première élabore les motivations de l'immixtion des mercenaires armés libériens dans la crise en Côte d'Ivoire, tandis que la deuxième traite de l'insubordination, des atrocités et cruautés de ces mercenaires sur le champ de bataille. La dernière partie présente les conséquences de l'intrusion des mercenaires libériens dans le conflit ivoirien.

## **1- LES MOTIVATIONS DE L'IMMIXTION DES MERCENAIRES LIBERIENS ARMES DANS LE CONFLIT IVOIRIEN**

Les mercenaires armés libériens sont intervenus dans le conflit ivoirien pour deux raisons : la vengeance de l'assassinat de Robert Guéi et la riposte du gouvernement ivoirien face à l'attaque de l'armée rebelle.

---

<sup>5</sup> Rapport du Panel d'experts des Nations Unies sur le Libéria, S/2003/498. [https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#\\_ftn92](https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#_ftn92)

### **1.1. La mort de Robert Guéï le 19 septembre 2002 : facteur d'irruption de mercenaires armés libériens en Côte d'Ivoire aux côtés des groupes rebelles**

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, des hommes armés tentent de renverser Laurent Gbagbo alors président de la république de Côte d'Ivoire deux ans seulement de gouvernance. Cette tentative échoue et se transforme en une rébellion qui oppose les factions rebelles, notamment le Mouvement Patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), le Mouvement pour la Justice et la Paix (MJP), le Mouvement Patriotique Ivoirien du Grand Ouest (MPIGO) et des Dozo<sup>6</sup> aux soldats des Forces de Défense et de Sécurité (FDS), l'armée régulière ivoirienne. L'un des faits marquants de l'attaque rebelle du 18 au 19 septembre est la mort de l'ex chef d'Etat ivoirien le général Robert Guéï<sup>7</sup>. Si certains partisans de ce dernier pointent du doigt le camp présidentiel, la majorité présidentielle indexe, quant à elle, les rebelles du MPCI. Le gouvernement prétend qu'il a été assassiné au cours des affrontements alors qu'il se rendait à la télévision pour y annoncer sa prise de pouvoir. C'est dans cet imbroglio que certains partisans du Général Guéï, généralement des Yacouba de l'ouest de la Côte d'Ivoire (Man et Danané) se sont organisés dans le but de le venger. Ainsi, déclarent-ils, aussitôt, dans les régions de Man et de Danané, une guerre à l'armée nationale.

Cette situation facilite l'implication de Charles Taylor, alors chef d'Etat libérien dans la crise ivoirienne et, par conséquent, de l'intervention de ses mercenaires en Côte d'Ivoire. Mais quelles sont les véritables raisons de l'intervention des mercenaires de Charles Taylor dans le conflit ivoirien ? Quel rapport existait déjà entre Robert Guéï et Charles Taylor ? Il importe d'indiquer que la rencontre entre les deux hommes politiques remonte au pouvoir du premier président ivoirien, Félix Houphouët Boigny. Pour comprendre la relation Guéï-Taylor, il faut revenir sur la fin des années 1980, lorsque le second se préparait à l'affrontement avec le président libérien d'alors, Samuel Doe. Houphouët-Boigny donna son accord pour l'offensive de Taylor à partir de la Côte d'Ivoire le 24 décembre 1989 (Adebajo, 2002 : 48). La décision du président ivoirien était motivée par l'assassinat, par Doe, du

---

<sup>6</sup> Les Dozo sont des chasseurs traditionnels regroupés en une confrérie initiatique et exotérique en Afrique de l'Ouest. Ils sont d'origine Mandé-Bambara et Malinké dont l'existence remonte au XIIIe siècle avec la fondation de l'Empire du Mali, dans le Soudan Occidental. Au cours de ces dernières décennies, ils sont très actifs sur le champ de bataille dans les rangs des groupes armés contre les gouvernements en exercice.

<sup>7</sup> Robert Guéï est un ancien Général de l'armée nationale de Côte d'Ivoire. Il est originaire de l'ouest ivoirien, en pays Dan ou Yacouba dont une partie se trouve sur le sol libérien. Il a été porté à la tête du pays par la junte militaire qui a conduit un coup, d'Etat militaire contre le régime d'Henri Konan Bédié, en décembre 1999. Candidat à la présidentielle face à Laurent Gbagbo, il est déclaré vaincu, dans des conditions calamiteuses. Il finira par être assassiné dès les premières heures de la rébellion armée de septembre 2002.

président libérien William Tolbert puis de son fils Aldolphus (époux de la filleule d'Houphouët, Désirée Delafosse) lors du coup d'État de 1980.

L'intégration de soldats ivoiriens dans les rangs du NPFL<sup>8</sup> (Adebajo, 2002 : 48) permit un rapprochement entre son dirigeant et le chef d'état-major ivoirien Robert Gueï. En effet, par ses fonctions, Gueï jouait un rôle crucial dans l'approvisionnement en armes de Taylor quand celui-ci est entré au Liberia. De plus, ces liens étaient renforcés par des affinités ethniques entre les combattants de Taylor et les soldats ivoiriens intégrés au NPFL qui, comme Gueï, étaient originaires de Gouessessou, au nord de la ville de Man. Ces relations cordiales se poursuivirent après la mort d'Houphouët et, au milieu des années 1990 où la Côte d'Ivoire jouait un rôle essentiel tant dans le négoce des produits libériens que dans l'approvisionnement en armes de Taylor. Ces liens ne pouvaient que se resserrer davantage lorsque Robert Gueï devient le chef de la junte militaire après le renversement d'Henri Konan Bedié. Ici, il pouvait fournir des armes et du matériel militaire au président libérien qui, quant à lui, le pourvoyait en troupes fidèles issues des rangs du RUF<sup>9</sup> et du NPFL (Adebajo, 2002 : 48).

L'amitié entre ces deux hommes, ajoutée au discours revanchard des partisans de Guéï invitent les mercenaires libériens dans la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. En effet, dès le déclenchement du conflit ivoirien en septembre 2002, l'on assiste au déferlement de mercenaires libériens dans l'ouest de la Côte d'Ivoire aux côtés des forces rebelles à savoir le MPIGO et le MJP. Le premier groupe rebelle est dirigé par N'guessan Saint Clair alias Félix Doh et le deuxième par Déli Gaspard. Des rapports d'ONG révèlent la présence de soldats libériens dans le camp des rebelles ivoiriens dans la conquête des villes de l'ouest ivoirien. Au moins un millier de combattants de l'ethnie Gio du Libéria faisait partie du contingent du MPIGO quand il avait attaqué la ville de Toulepleu le 2 décembre 2002 (HRW, 2003). Selon Human Rights Watch, les rebelles ivoiriens ont été les premiers à introduire des mercenaires libériens dans le conflit ivoirien. Plusieurs témoignages concordants font état de la présence de plusieurs combattants dans le rang du MPIGO ne s'exprimant qu'en anglais. Les rebelles du MPIGO et du MJP animés par le désir de vengeance ont cédé à la tentation de recrutement

---

<sup>8</sup>Le Front National Patriotique du Libéria (NPFL) était un groupe rebelle qui a initié et participé à la première guerre civile au Libéria de 1989 à 1996. Ce mouvement rebelle a été dirigé par Charles Taylor, un ancien fonctionnaire du gouvernement qui était recherché pour procès pour corruption. La plupart des combattants du NPFL étaient originaires des groupes ethniques Gio proche des Yacouba de Côte d'Ivoire et Mano du nord du Libéria qui ont été persécutés sous le régime de Samuel Doe.

<sup>9</sup>Le Front Révolutionnaire Uni (RUF) est un groupe armé fondé par Foday Sankoh. Ce mouvement rebelle est l'initiateur de la guerre civile en Sierra-Léone entre 1991 et 2001. Cette rébellion a été assistée par Charles Taylor dans le but d'avoir accès aux richesses diamantifères de la Sierra-Léone (Chataigner, 2003 : 207).

de mercenaires libériens en leur sein. Cette association facilite la conquête de plusieurs villes par ces deux groupes rebelles. Les localités de Kouibly et Facobly dans le département de Man et Zouan-Hounien à Danané sont annexées par les rebelles.

Dans le même temps, le 28 novembre 2002, Toulépleu, près de la frontière libérienne et le 4 décembre 2002, Bloléquin, le 20 décembre, Bangolo et le nord de Duékoué deviennent les bastions des bandes armées rebelles.

« Dans leur progression, à partir de Bloléquin, elles arrivent à Bédi-Goazon, localité située à 25 km de Guiglo, dernier verrou avant d'atteindre la ville carrefour de Duékoué, à 30 km de là, pour ensuite faire la jonction avec Man, achevant ainsi la prise de tout l'ouest. » (Kadet, 2015 : 445)

Face à cette occupation rapide de l'ouest ivoirien par les rebelles aidés par les mercenaires libériens, le gouvernement de Laurent Gbagbo réagit par le recrutement de Libériens à son tour d'où le déferlement de ces mercenaires dans le conflit ivoirien entre 2002 et 2003.

### **1.2.La riposte du gouvernement ivoirien, facteur d'intrusion de mercenaires libériens armés en Côte d'Ivoire dès 2002.**

Pour reconquérir les villes tombées sous la domination des groupes rebelles opérant dans l'ouest-ivoirien aidés par plusieurs mercenaires libériens, le gouvernement ivoirien a procédé au recrutement de mercenaires libériens. Ces mercenaires du gouvernement ivoirien sont pour la plupart issus des Libériens Unis pour la Réconciliation et la Démocratie(LURD), groupe rebelle opposé à Charles Taylor depuis 1999. Le LURD en Côte d'Ivoire regroupe, pour l'essentiel, des dirigeants politiques en exil et d'anciens combattants des différentes factions qui ont essaimé dans l'opposition à Taylor lors de la guerre civile libérienne (ICG Africa Report, 2002).

Pour le gouvernement ivoirien, il fallait combattre les mercenaires libériens, non seulement en Côte d'Ivoire, mais aussi, en affaiblissant le pouvoir de Taylor par l'utilisation des combattants de LURD au Libéria. Selon les dirigeants du LURD basés en Guinée, en février-mars 2002, entre 300 et 500 combattants (HRW, 2003), se trouvaient dans l'Ouest ivoirien, dans l'attente d'instructions pour partir au combat. Les mêmes prétendaient qu'ils étaient disposés à étendre les hostilités à tout le territoire libérien si le président Taylor refusait d'accéder à leurs revendications, dont la plus importante était sa démission. Pour eux, encore, Taylor avait déplacé des équipements et d'autres fournitures militaires dans le sud-est du

pays. Toutefois, s'il quittait sa base de Monrovia ou cherchait à effectuer une jonction avec le Général Gueï, ils ouvriraient un nouveau front à partir de la Côte d'Ivoire. (HRW, 2003).

Plusieurs dignitaires Krahn, qui avaient pour la plupart occupé des fonctions dans le gouvernement de Doe ont apporté leur soutien au gouvernement ivoirien pour bouter hors de la Côte d'Ivoire les mercenaires de Taylor qui soutiennent le MPIGO et le MJP. Ils ont aidé les FDS à recruter des combattants libériens. Le recrutement de ces combattants se déroulait dans plusieurs lieux. Le camp Nicla, un camp de transit au sud de Guiglo, dans l'ouest, créé pour les réfugiés libériens durant la première guerre civile libérienne, est le plus cité. Il était en activité dès la fin du mois de décembre 2002, peut-être même avant. Mais il faut également mentionner des camps de transit à Abidjan : entre 50 000 et 100 000 francs CFA (Ero, Marshall, 2003), étaient offerts à toute nouvelle recrue, qui était mise dans un bus et envoyé au combat. Un autre site de recrutement est le camp de Bumjubura, à 30 km à l'ouest d'Accra, où vivent des réfugiés de la première guerre civile libérienne. Quelques 300 à 500 réfugiés étaient ainsi emmenés de ce camp vers une base spéciale pour y suivre un entraînement et recevaient au moins 250 dollars pour combattre. (Ero, Marshall, 2003).

Cette opération était organisée par un dirigeant du LURD qui faisait la navette entre la Côte d'Ivoire et le Ghana. Selon des données convergentes, et en dépit de ses dénégations, entre 1500 et 2500 Libériens se battent aux côtés du gouvernement ivoirien (Ero, Marshall, 2003). Le président Laurent Gbagbo s'est exprimé à maintes reprises contre ses homologues libérien et burkinabè en dénonçant leur aide aux rebelles ivoiriens tout en niant la moindre instrumentalisation des combattants du LURD. Pourtant, comme l'indiquent ces mêmes auteurs: « tout le monde est d'accord sur le fait qu'il arme des mercenaires et des miliciens. Il a dépensé des sommes énormes et ce sont les factions libériennes qui en profitent ». (Ero, Marshall, 2003). Si Gbagbo peut nier aussi facilement la présence de Libériens dans les rangs de ses partisans, c'est parce qu'il est difficile d'identifier les combattants du LURD qui agissent de concert avec les Forces Armées Nationales Côte d'Ivoire (FANCI) qui portent le même uniforme et parlent français pour avoir passé tant d'années sur le sol ivoirien. (Ero, Marshall, 2003).

Le gouvernement s'est également appuyé sur des Libériens pour soutenir ses efforts et a recruté deux groupes de combattants libériens. Premièrement, en décembre, le gouvernement a recruté des centaines de combattants libériens Krahn en provenance de la faction du LURD qui auraient été en cours de préparation d'un front ivoirien dans leur guerre contre Taylor, même avant le lancement du conflit ivoirien en septembre 2002. (HRW, 2003). Alors que les

combats internes s'intensifiaient au sein du LURD, ces combattants Krahn se sont regroupés pour former une nouvelle faction libérienne dissidente appelée le Mouvement pour la Démocratie au Libéria en abrégé MODEL (ICG, 2003 : 21). Le gouvernement ivoirien a soutenu le MODEL comme moyen de revendiquer une position politique libérienne pendant la tourmente de la guerre civile dans ce pays ou comme mesure de représailles contre le soutien présumé du gouvernement libérien aux rebelles en Côte d'Ivoire. La majorité des combattants du MODEL ont été mobilisés dans des camps de réfugiés ivoiriens. Ils sont recrutés principalement dans le camp de réfugiés de Nicla, près de Guiglo mais également dans des centres de transit pour réfugiés à Abidjan. Des récits relatifs au recrutement des réfugiés sont allés jusqu'à évoquer des provenances aussi lointaines que le Ghana (Ohene, 2003).

Les premiers rapports sur l'utilisation par le gouvernement de combattants libériens datent de la contre-attaque sur Blolékin, dans la seconde semaine de décembre 2002, après les avancées territoriales du MPIGO dans l'Ouest. La formalisation des contacts entre le gouvernement ivoirien et des membres krahn clefs du LURD s'est réalisée à Abidjan, fin décembre 2002 et début janvier 2003<sup>10</sup>. Les termes précis et les intermédiaires pour le marché conclu entre le gouvernement ivoirien et les membres du groupe rebelle libérien restent peu clairs. Cependant, il est certain que beaucoup ont été recrutés sur la promesse de salaires et d'armes et sur l'accord qu'une fois victorieux dans leur mission sur le sol ivoirien, ils pourraient conserver leurs armes et rentrer au Libéria. Dans un rapport établi par HRW en février 2003, il a été affirmé que si des enfants-soldats libéraient la zone autour de Bin Houyé, ils seraient alors autorisés à garder leurs fusils et à rentrer au Libéria pour combattre Taylor (HRW, 2003). Selon l'ONG HRW<sup>11</sup>, plus de 72 000 réfugiés libériens se trouvaient dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire en septembre 2003. Le seul camp qui existait était celui de Nicla. Il était proche de Guiglo et ne pouvait accueillir que 4 000 réfugiés. Les autres réfugiés étaient répartis dans une zone comprenant les villes de Danané, Man et Guiglo appelée Zone d'Accueil et de Réfugiés (ZAR). Compte tenu de leurs liens historiques, linguistiques et transfrontaliers certains réfugiés Krahn se sont installés dans le pays guéré, autour de Toulepleu, Guiglo et Duékoué.

Il importe de noter que Laurent Gbagbo et Charles Taylor ont eu recours, chacun dans son camp, aux mercenaires libériens dans le conflit politico-militaire en Côte d'Ivoire entre 2002

---

<sup>10</sup>Rapport d'expert de l'ONU S/2003/498, <https://www.google.com/> site visité le 20 juillet 2020.

<sup>11</sup>[Hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#\\_ftn120](http://Hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#_ftn120)

et 2003. Les accointances ethniques, de part et d'autre de la frontière, ont été déterminantes dans le recrutement de ces mercenaires. En effet, Charles Taylor, né d'un père descendant d'esclave américain, a traditionnellement bénéficié de la sympathie des Gios, l'ethnie de sa mère. Les Yacouba de l'ouest ivoirien, ethnie de défunt général Guéï, sont proches des Gios libériens. Ce n'est pas un hasard de voir les rebelles du MPIGO se réclamer pro-Guéï, donc soutenus par Taylor. Gbagbo a, lui, capitalisé sur la proximité entre les Guéré, une autre ethnie de l'ouest ivoirien, avec les Krahn, leurs « cousins » libériens hostiles à Taylor. L'ICG croit savoir que la livraison des armes et des munitions au LURD-MODEL a été gérée par une autorité du port d'Abidjan et deux officiers Guéré de l'armée ivoirienne. (Yabi, 2003)

Pour finir, notons que les mercenaires libériens recrutés par le gouvernement ivoirien ont réussi à se regrouper pour parvenir à leur fin. Le MODEL, par exemple, est un groupe rebelle libérien qui est devenu actif en mars 2003 et qui a lancé des attaques depuis la Côte d'Ivoire. Ce mouvement rebelle était basé sur la milice Force Spéciale pour la Libération du Monde Africain (LIMA) formée en septembre 2002 pour aider le gouvernement de Laurent Gbagbo contre les insurgés soutenus par le président du Libéria, Charles Taylor. Après avoir repoussé la menace imminente, des membres de la LIMA ont traversé la frontière pour se rendre au Libéria afin de poursuivre la guerre dans ce pays. Avec les forces de Taylor déjà pressées par le LURD, le MODEL a réalisé des gains territoriaux rapides. Ces mercenaires ont donc été bénéfiques plus ou moins au gouvernement ivoirien dans sa reconquête de la partie occidentale du territoire.

## **2- INSURBORDINATION, ATROCITÉS ET CRUAUTÉS DES MERCENAIRES LIBERIENS SUR LE CHAMP DE BATAILLE**

Les hommes armés venus du Libéria ont été un appui considérable pour les protagonistes dans la guerre civile entre 2002 et 2003. Que ce soit dans le rang des rebelles comme celui des forces gouvernementales, ils ont aidé soit à conquérir facilement des villes dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, soit à les reprendre. Leur présence a été bénéfique pour les deux camps opposés. Cependant dans le cadre de cette étude et au regard des informations que nous détenons, l'accent est mis sur leurs atrocités dans la guerre.

Plusieurs mercenaires combattaient dans les rangs des groupes rebelles et des FDS dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Mais les soldats recrutés au Libéria étaient les plus nombreux. Des témoignages font état de la présence de nombreux soldats ne s'exprimant qu'en anglais. (LE FIGARO, 2003 : 10) écrit à ce propos ceci : « la route goudronnée ainsi que les pistes qui descendent de Man à Duekoué sont occupées par des hordes de combattants venus du Libéria

(...), associés à des rebelles du MJP et du MPIGO ». Ceux-ci aux côtés des rebelles du MPIGO et du MJP ont mené des actions qui suscitent l'horreur et l'indignation dans l'ouest ivoirien.

### **2.1- Des combattants libériens incontrôlables**

L'indiscipline est l'une des caractéristiques des combattants libériens dans la guerre civile en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2003. Les mercenaires libériens recrutés par le MPIGO et le MJP s'accordent avec leurs recruteurs pour piller, détruire et tuer. Mais ils échappent totalement aux contrôles de leurs « employeurs ». Selon le lieutenant Samuel Tounkara du MJP : «le problème c'est qu'il nous est impossible de contrôler totalement ces Libériens »<sup>12</sup>. Les mercenaires recrutés par le gouvernement n'ont pas eux aussi échappé à la règle. Dans toutes les villes, les mercenaires font systématiquement main basse sur tous les biens des populations y compris les récoltes des champs. Ils obéissent ainsi, selon Michel Galy, à ce slogan rapporté par plusieurs journaux et par plusieurs témoins : « operation pay yourself »<sup>13</sup>. C'est ainsi que des appareils électroménagers, véhicules, ustensiles de cuisines etc., sont convoyés vers le Libéria à partir de Danané, Toulepleu, Bangolo, Bloléquin et Man.

Les soldats libériens ont également profané des tombes et des lieux sacrés à l'ouest de la Côte d'Ivoire. En effet, selon le journaliste de RFI Zoom Dosso, (Dosso, 2003), il est impossible que les partisans de feu Robert Guéï commettent de tels actes car originaires de la région. Pour le journaliste, les auteurs sont incontestablement les mercenaires libériens pour qui la guerre n'a plus de secret dont la barbarie n'est plus à démontrer. La profanation des tombes dont celle du feu Colonel Oulaï<sup>14</sup> est édifiant à propos, (Galy, 2003). De ce qui précède, l'on peut déduire que le désir de vengeance des partisans de feu Robert Guéï et le souci des FDS de reprendre toutes les localités aux mains des rebelles ont poussé les deux camps opposés à être passifs vis-à-vis de l'indiscipline des soldats libériens.

C'est donc un nouveau volet de la crise ivoirienne car les forces libériennes déployées dans l'ouest de la Côte d'Ivoire ne peuvent plus être maîtrisées par leurs parrains respectifs. Celles du côté du MPIGO n'acceptent pas les ordres de Félix Doh. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à ouvrir le feu sur les éléments du MPIGO qui cherchent à les rappeler à l'ordre. Quand ils rentrent dans un village ou une ville Guéré, c'est la terreur qu'ils y sèment. De même dans le

---

<sup>12</sup> Rapport de Victorine Wodié, ministre délégué aux droits de l'homme pour le compte du gouvernement ivoirien. Fait à Abidjan le 25 février 2003

<sup>13</sup> Paye-toi, toi-même dans la guerre

<sup>14</sup> Le général Oulaï Zahou Gaston fut le premier maire de la ville de Bloléquin et l'un des premiers généraux de l'armée ivoirienne.

camp des jeunes Krahn qui combattent aux côtés des forces loyalistes : lourdement armés, ils détruisent tout ce qui est Gio ; c'est-à-dire Yacouba en Côte d'Ivoire. (Dosso, 2003).

## **2.2- Mercenaires libériens et cruauté dans l'ouest-ivoirien**

La présence des mercenaires libériens dans l'ouest de la Côte d'Ivoire dans la crise a dévalorisé la vie humaine. En effet, ces derniers n'ont pas hésité à appliquer les atrocités commises chez eux pendant leur guerre civile sur les populations de cette région ivoirienne. Un témoin interrogé dans les colonnes du journal Soir info du 24 février déclare ceci à propos des sévices faits sur les populations civiles à Toulépleu par les rebelles : « ceux qui ont été faits otages font l'objet de marquage distinctif qui consiste pour les ravisseurs soit à leur couper l'oreille, soit l'orteil ou tout simplement un doigt » (Galy ; 2012 : 8 ). Toutes ces pratiques sont imputées majoritairement aux mercenaires libériens car de pareils actes ont été commis dans la guerre civile au Libéria.

A Bangolo, par exemple, pour n'avoir pas pu payer la rançon de dix mille francs CFA exigée, un paysan a été froidement abattu. (Galy, 2012). Des personnes ont été exécutées à l'arme blanche et des corps ont été brûlés à Kouibly et Toulepleu. Après avoir égorgé leurs victimes, les rebelles en boivent le sang. Une rançon est parfois exigée pour la libération de ceux qui sont pris en otage. Ainsi, à Voumgbé, dans la sous-préfecture de Facobly, les assaillants ont exigé bœufs, moutons et la somme de cent mille francs CFA pour la libération des personnes détenues. Malgré le paiement de la rançon, ces personnes ont été exécutées par balles (Galy, 2012). Des villages sont incendiés, des récoltes emportées, des plantations détruites, des hommes, femmes, jeunes et enfants égorgés et des corps sont brûlés. Les villageois ne pouvant plus se rendre dans les champs sont exposés à la famine. Dans toutes les localités assiégées, l'administration n'existe plus, les écoles et les centres de santé sont fermés. La population court de graves risques d'épidémie à cause des corps en décomposition dans les villages désertés et dans les forêts. L'ONG HRW dit à propos :

*« Des Libériens provenant des camps de réfugiés ivoiriens et de la faction rebelle du MODEL ont participé à des dizaines de meurtres, viols et autres actes de violence à l'égard des civils, dans et autour de Toulepleu, Bangolo et Blolékin. Au moins soixante civils ont été tués dans le pire incident isolé répertorié à Bangolo en mars 2003 » (HRW, 2004 : 8).*

On peut simplement dire que l'immixtion des mercenaires venus du Libéria dans la guerre de la côte d'Ivoire est le fait non seulement du MPIGO et du MJP mais aussi du gouvernement ivoirien. Leur présence a considérablement affecté la vie des populations à l'ouest du pays.

### **3. LES RÉPERCUSSIONS DE L'IMMIXTION DES MERCENAIRES LIBÉRIENS DANS LE CONFLIT POLITICO-MILITAIRE IVOIRIEN DE 2002 À 2003**

L'introduction des mercenaires armés dans le conflit ivoirien dans l'ouest a eu un impact considérable en Côte d'Ivoire comme au Libéria. Elle a, d'une part, engendré une guerre ethnique à l'ouest de la Côte d'Ivoire et a participé à la chute du président Charles Taylor au Libéria, en 2003, d'autre part. Leur présence militaire dans ce conflit a largement contribué à l'escalade de la violence et à la fracture sociale dans les deux pays.

#### **3.1- L'émergence d'une guerre ethnique et clanique à l'ouest de la Côte d'Ivoire**

L'intervention ou l'utilisation de mercenaires libériens non seulement par les groupes rebelles du MPIGO et du MJP mais aussi par les FDS a mis en opposition des groupes Yacouba/Gio et Guéré/Krahn.

Comme nous l'avons indiqué dès le départ, les Yacouba sont dans une logique de vengeance de la mort de leur leader Robert Guéï. Pour cela, ces derniers se sont organisés et ont été soutenus par le chef de l'Etat libérien Charles Taylor issu de l'ethnie Gio du Libéria pour renverser le président Laurent Gbagbo. Plusieurs combattants issus des Gio sont dans les rangs de soldats du MPIGO et du MJP. Ce qui révèle la complicité des Yacouba de Côte d'Ivoire et des Gio du Libéria. Cette complicité peut se comprendre par le pacte signé entre Charles Taylor et Robert Guéï pendant le pouvoir de Félix Houphouët Boigny ; mais aussi par leur fibre ethnique. En effet, les Gio et les Yacouba de Côte d'Ivoire se retrouvent dans le grand groupe ethnique Dan ou Danwopeunin<sup>15</sup> (Borremans, 1987 : 173). Ils se considèrent comme des frères que la balkanisation a séparés.

Concernant le président Gbagbo, il a bénéficié de combattants déjà organisés et disposés à l'appuyer dans sa guerre. Cette alliance a été facilitée par les rapports tissés dans le passé avec certains dirigeants libériens, eux-mêmes liés à la faction du LURD basée en Côte d'Ivoire. Les liens de Gbagbo avec le Libéria datent de la présidence de Doe. Les rapports entre celui-ci et Houphouët-Boigny s'étaient rapidement détériorés. Gbagbo avait utilisé cette situation alors qu'il cherchait des fonds pour s'opposer au régime à parti unique d'Houphouët (Ero, Marchal, 2003 : 96-97). Deux ministres importants du gouvernement de Doe établirent le contact entre ce dernier et Gbagbo, et ces hommes ont conservé jusqu'à aujourd'hui des

---

<sup>15</sup> Ceux qui parlent le dan

amitiés étroites dans le gouvernement de Gbagbo et avec des membres de son parti, le FPI. Samuel Doe était un Krahn originaire du comté de Grand Gedeh selon Marchal.

Gbagbo avait également une raison personnelle de soutenir le MODEL : une connexion ethnique. L'ethnie de Gbagbo, Bété, est similaire à l'ethnie Krahn des Libériens dans la région du sud-est et le principal groupe ethnique du MODEL<sup>16</sup>. Beaucoup de Libériens vivant en Côte d'Ivoire, notamment dans l'ouest, sont des Krahn, et la Côte d'Ivoire abrite également des groupes ethniques, comme les Guéré (aussi appelés Wê), souvent décrits comme les « cousins » des Krahn libériens. Dans l'ouest, les partisans de Gbagbo, outre les Bété, son groupe ethnique, sont essentiellement les Guéré. (Ero, Marshall, 2003). Ce lien ethnique allait au-delà du président ivoirien. En fait, le chef d'état-major des forces armées ivoiriennes, Matthias Doué, était un Krahn ivoirien.

Avant de commencer sa révolution, Charles Taylor a recruté deux cents hommes dans le Nimba qu'il a transformés en Forces Spéciales (Dosso, 2003). C'est dans la même province qu'il a débuté sa guerre, avec un mouvement dont la composition était à 90% constituée de Gio. C'était alors l'heure de la vengeance contre les Krahn qui ont longuement été leurs bourreaux. Après la mort de Doe, les Krahn se sont regroupés au sein de l'ULIMO<sup>17</sup> pour combattre Taylor. Le NPFL majoritairement Gio et l'ULIMO dominé par les Krahn se sont ainsi affrontés pendant sept ans sans qu'il n'y ait véritablement de vainqueur. Mais après le recours aux urnes, c'est finalement Taylor qui a emporté la présidentielle. Après les élections, les jeunes Krahn ont massivement quitté le Liberia pour se réfugier dans la région des Guéré dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. Les Krahn et les Guéré parlent la même langue. De la Côte d'Ivoire, les jeunes Krahn ont été recrutés en grand nombre pour former la rébellion du LURD. Quand les jeunes Yacouba ont formé le MPIGO pour venger Robert Gueï, ils ont été épaulés par les Gio. Les Krahn, eux, sont alors allés épauler les forces loyalistes pour stopper l'évolution du MPIGO vers le pays guéré. Comme quoi, selon l'adage populaire, l'ennemi de mon ennemi est mon ami. Ainsi la rivalité Krahn–Gio s'est déplacée en Côte d'Ivoire à une grande échelle cette fois, avec d'un côté les Krahn et les Guéré, et de l'autre les Gio et les Yacouba. (Dosso, 2003).

---

<sup>16</sup> WA scholar interview with Liberian refugee, Freetown, 22 February 2003

<sup>17</sup> Le Mouvement de Libération Uni pour la Démocratie au Libéria (ULIMO) s'est constitué en mai 1991 par les réfugiés et les soldats Krahn, ethnie de Samuel Doe, qui avaient combattu dans les Forces Armées du Libéria (AFL). Il était dirigé par Raleigh Seekie, adjoint au ministre des Finances dans le gouvernement de Doe.

Au cours de la guerre du Libéria des années 1990, les populations Yacouba de Côte d'Ivoire ont soutenu les rebelles qui combattaient au Libéria le régime de Samuel Doé, de l'ethnie Krahn et dont les populations Guéré de Côte d'Ivoire se sentaient proches.

Pendant la rébellion de Charles Taylor, plusieurs soldats rebelles ont commis des exactions sur les populations libériennes, notamment celle de l'ethnie de l'ex-chef d'Etat libérien, Samuel Doé. En 2002, lorsqu'éclate la crise armée en Côte d'Ivoire, les mercenaires libériens d'origine Krahn s'y immiscent et combattent aux côtés des miliciens Guéré de Toulepleu et des FDS. Ils repoussent les assauts des rebelles du MJP et du MPIGO, qui eux aussi, étaient soutenus par les miliciens libériens d'origine Yacouba pour disent-ils, venger la mort du Général GUEI. Les combats ayant cessé à Toulepleu, les miliciens et mercenaires vont commettre plusieurs exactions sur les populations Yacouba dans la région de Danané pour se venger d'elles. Il leur est reproché d'avoir soutenu Charles Taylor et feu le Général Robert Guéi<sup>18</sup>

La première répercussion de l'intervention des mercenaires libériens en Côte d'Ivoire est l'opposition des Krahn du Libéria associés au Guéré pour le compte du gouvernement ivoirien et les Gio de Charles Taylor aux côtés des Yacouba pour les groupes rebelles du MPIGO et du MJP. Cette guerre entre ces différents a été à la base de centaines de morts, des plantations et des habitations détruites. La fracture sociale dans cette partie du pays a engendré des affrontements entre les Guéré et les Yacouba qui se regardent désormais en chien de faïence. Cependant, cet impact ne se limite pas qu'à cette confrontation ethnique sur le sol ivoirien. Il va s'étendre au Libéria par la victoire du LURD et du MODEL sur le régime Taylor, tous deux soutenus par le gouvernement ivoirien.

### **3.2- Le déclin du régime de Charles Taylor au Libéria en 2003**

L'immixtion des mercenaires libériens dans la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire a impacté ou modifié le cours de la guerre civile au Libéria à partir de 2003. En fait, dès l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo en 2000, Charles Taylor a travaillé à son renversement (Ero, Marshall, 2003 : 93). C'est ce qui explique la présence des mercenaires pour la plupart des Gio, ethnie de Taylor, aux côtés des rebelles du MPIGO et du MJP. Pour empêcher les rebelles de l'ouest de progresser ; les autorités ivoiriennes ont réagi comme nous l'avons mentionné plus haut.

---

<sup>18</sup>Rapport de l'ONG Action pour la Promotion de Droit de l'Homme (APDH), la justice nous a oubliés. Plaidoyer pour une assistance judiciaire aux victimes de la crise ivoirienne, <https://www.google.com/> site visité le 12 juillet 2020

Depuis 2002, le gouvernement ivoirien a permis au MODEL de recruter activement des réfugiés libériens dans la partie occidentale de la Côte d'Ivoire. Aussi, il a permis d'utiliser son territoire pour lancer des attaques contre le Libéria en échange de l'aide du MODEL pour combattre les rebelles ivoiriens. Des centaines de combattants du MODEL ont travaillé activement aux côtés de l'armée du gouvernement ivoirien et de groupes de milices plus réduits en 2002 et 2003.<sup>19</sup>Certains mercenaires ont franchi la frontière pour pénétrer en Côte d'Ivoire par petit groupes, parfois accompagnés par un officier ivoirien non-commissionné, et une fois en Côte d'Ivoire, avoir été logés dans l'une des bases militaires situées à l'intérieur ou à la périphérie des villes de Guiglo, Bloléquin et Toulepleu, dans la partie ouest du pays. Toutes les personnes interrogées par HRW ont déclaré avoir reçu des armes, des munitions et des uniformes remis par des Ivoiriens portant des uniformes militaires et dont ils pensaient qu'ils faisaient partie des FANCI<sup>20</sup>.

Le MODEL est apparu comme une force militaire puissante dans le sud-est du Libéria avec un soutien important de la Côte d'Ivoire comme nous l'avons mentionné. Ce groupe rebelle est plus susceptible de répondre aux préoccupations de Gbagbo. Alors que le gouvernement ivoirien a nié soutenir MODEL, il a continué à autoriser le groupe à opérer sur le territoire ivoirien et a fourni un soutien militaire et économique au MODEL pour poursuivre sa campagne militaire. Les forces de Taylor ont eu beaucoup de mal à endiguer la marée MODEL qui continuait d'avancer et occuper une grande partie du territoire libérien. L'autre mouvement également soutenu plus ou moins par le gouvernement ivoirien progresse sur le terrain et menace Taylor. Pour le chef du LURD Sékou Conneh :

« Taylor n'a pas tenu les promesses qu'il avait faites aux Libériens lors de son élection en 1997 ». Selon lui, «le seul moyen pour que les Libériens retrouvent leur dignité et la paix est de le chasser, et pour cela il n'y a pas d'autres moyens que la force ; après il reviendra aux Libériens de choisir leurs dirigeants et leurs institutions» (COMARIN, 2003).<sup>21</sup>

En février 2003, Taylor a commencé à montrer des signes de recul. Il a retiré ses forces de la Côte d'Ivoire et de la zone frontalière avec la Sierra-Léone pour protéger Monrovia. Le gouvernement a réduit le nombre de missions de réapprovisionnement dans les régions du nord, concentrant plutôt les ressources sur les forces qui défendent Monrovia.

---

<sup>19</sup> Entretien de HRW avec des diplomates occidentaux, Abidjan Février 2005, et avec d'anciens combattants du MODEL, Libéria, mars 2005.

<sup>20</sup> Entretien de HRW avec des combattants libériens faisant partie des milices ivoiriennes des supplétifs de LIMA, Libéria, 21 au 24 mars 2005

<sup>21</sup> Disponible sur [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/038/article\\_20407.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/038/article_20407.asp)

Progressivement l'étai se resserre sur lui et décide de jeter l'éponge tout en accusant les pays occidentaux d'être responsables de la crise au Libéria. Taylor pense que :

« Les combats doivent cesser. Les pays qui luttent contre mon gouvernement sont des puissances que je ne pourrai jamais battre : je ne gagnerai jamais contre les USA ou la Grande-Bretagne. Je suis pieds et poings liés (...). Pour eux, je ne devrais pas gagner les élections. Ils ont tout fait pour que mon gouvernement ne puisse pas travailler, pour que j'échoue. » (Jacquens, 2003 : 4).

L'immixtion de mercenaires libériens dans la crise politico-militaire en Côte d'Ivoire a impacté la vie socio-politique en Côte d'Ivoire et au Libéria en constituant un facteur de la victoire des rebelles du LURD et du MODEL sur le régime Taylor. Ainsi, le 11 août 2003, le président Charles Taylor est contraint de quitter le pays avec sa famille pour le Nigeria.

### **3.3. La prolifération des armes légères dans le jeu politique des deux pays**

La présence des mercenaires libériens dans la guerre civile en Côte d'Ivoire a eu également pour énième conséquence le recours aux armes dans la vie politique des deux pays.

Il importe de rappeler, en ce qui concerne le Libéria que ce phénomène n'est pas nouveau car ce pays était en guerre depuis le 24 décembre 1989 bien avant le démarrage du conflit ivoirien en septembre 2002. Mais, l'interférence de Charles Taylor dans le conflit ivoirien et l'utilisation des mercenaires libériens par les belligérants ivoiriens ont accéléré l'usage de la violence armée dans ces deux pays.

Au Libéria, le retour des mercenaires engagés ou soutenus par le gouvernement ivoirien, au-delà de la chute de Taylor, a accentué la violence politique. Le LURD et le MODEL veulent en découdre avec le régime Taylor malgré l'intervention de la CEDEAO. Ces deux mouvements rebelles ont procédé à des violations graves des droits de l'homme dans leur lutte contre Taylor. Kofi Annan disait: « Je pense que par leur inconscience qui consiste à tuer plusieurs Libériens innocents, et à empêcher de fournir une assistance humanitaire, ils se sont exclus de tout rôle futur dans la vie du Liberia»<sup>22</sup>. Le MODEL quant à lui sollicite l'appui de milices ivoiriens dans sa lutte contre Taylor. Il s'agit du Front pour la Libération du Grand Ouest (FLGO)<sup>23</sup>. Ce mouvement rebelle conduit par Mao Gloféi Denis<sup>24</sup> fut un véritable allié du MODEL. Cette alliance entre les Guéré et les Krahn contre le régime Taylor sur le sol libérien a remis en scène et aggravé la violence politique entre les Krahn et les Gio à compter de la première guerre civile au Libéria.

---

<sup>22</sup> Anonyme, Les soldats libériens et le LURD accusés d'abus de droits humains », disponible sur <http://www.panapress.com/pana-lang1-index.html>

<sup>23</sup> Le FLGO est un groupe armé dévoué à la cause de Laurent Gbagbo dans l'ouest ivoirien. C'est un mélange d'ivoiriens d'origine Guéré et de mercenaires libériens d'origine Krahn. Cf. (ICG, 2004 : 6).

<sup>24</sup> Ex troisième adjoint au maire de la ville de Guiglo. Cf. (ICG, 2004 : 18).

En Côte d'Ivoire, un pays depuis longtemps stable, bascule dans la violence politique depuis le premier coup d'Etat de décembre 1999 contre le régime d'Henri Konan Bédié. Cependant, c'est surtout depuis le 19 septembre 2002 que la violence armée a élu domicile en terre ivoirienne. Dans le cas de cette étude, l'accent est mis sur la légalisation des armes par l'immixtion des mercenaires libériens dans le conflit. Ici, pour protester contre le pouvoir central, des groupes d'individus issus de l'ouest font usage des armes en se regroupant au sein du MPIGO et du MJP comme susmentionné. La plupart des armes de ces deux mouvements rebelles provenaient de Monrovia à l'époque de la présidence de Taylor (ICG, 2003b : 12). Cette volonté de Taylor de renverser Gbagbo a plongé la région occidentale de la Côte d'Ivoire dans le chaos. Plusieurs exemples mettent en évidence cette violence politique en Côte d'Ivoire.

C'est le cas d'abord des comités d'autodéfense face aux rebelles. En effet, en réaction au rôle de plus en plus en plus actif joué dans le conflit par les comités Guéré d'autodéfense, ces derniers ont été pris pour cibles par les forces rebelles à Man et Bangolo. Et ce, en représailles pour leurs collaborations avec les forces gouvernementales. HRW rapporte sur les groupes rebelles qu' :

« Ils sont passés à Siabli vers 4 heures du matin, en allant vers Man. Le lendemain matin, on a trouvé les corps de trois villageois de Siabli. Ils avaient été attachés, y compris les mains puis attachés à un véhicule avec une corde puis tirés derrière le véhicule qui avait roulé à pleine vitesse pendant trois kilomètres. Puis, les rebelles ont égorgé l'un d'eux, ont découpé un autre et ont fusillé par balle le troisième... »<sup>25</sup>

Aussi, certaines autorités locales ont toléré des exactions de la part de la population. Au début du mois de mars 2003, comme nous le rapporte HRW :

« Un homme Yacouba est allé à la mairie à Duékoué pour demander un laissez-passer. Quelqu'un dans la foule l'a accusé d'être un assaillant. La foule s'est jetée sur lui et l'a battu avec des briques, des chaussures et d'autres choses. Après avoir été transporté, sévèrement blessé, à l'hôpital local, certaines des personnes dans la foule sont allées à l'hôpital, et l'ont tiré à l'extérieur, l'ont tué et ont brûlé son corps... »<sup>26</sup>

Ainsi, ce conflit ivoirien dans lequel se sont invités les mercenaires libériens a laissé place à la violence inouïe et barbare, facteurs de la fracture sociale et de la légitimation des armes dans la vie politique de la Côte d'Ivoire.

---

<sup>25</sup>Entretien conduit par HRW, Duékoué, 2 avril 2003

<sup>26</sup> Entretien conduit par HRW, Duékoué, 4 avril 2003

## CONCLUSION

La Côte d'Ivoire a connu une crise militaro-politique de 2002 à 2003. Les belligérants ont recruté des mercenaires libériens pour espérer atteindre leurs objectifs. Si les rebelles du MPIGO et du MJP se sont appuyés sur la mort de Robert Guéï pour faire appel à ces mercenaires, le gouvernement ivoirien quant à lui, les a recrutés pour repousser les rebelles et reconquérir l'ouest de la Côte d'Ivoire. L'entrée en scène des mercenaires libériens dans l'ouest-ivoirien pendant le conflit aux côtés des deux camps a mis en évidence leurs insubordinations vis-à-vis de leurs recruteurs et d'énormes violations de droit de l'homme dont ils ont été responsables. Leur présence a engendré la montée des conflits ethniques entre Krahn/Guéré et Gio/Yacouba et la légalisation des armes dans le jeu politique dans les deux pays. Cette étude nous a permis de comprendre qu'en réalité, l'intervention armée de ces mercenaires s'est faite sur fond identitaire. Elle est tout simplement le prolongement de l'épineuse question d'ethnicité dans les guerres civiles et la légitimation des armes dans le jeu politique en Afrique.

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Adebajo (Adekeye), 2002, *Building Peace in West Africa: Liberia, Sierra Leone and Guinea-Bissau*, Boulder, Lynne Rienner, p. 48
- Allouche J, Adama Mohammed J, Juin 2014, La violence transfrontalière et les réponses politiques aux dynamiques transfrontalières entre la Côte d'Ivoire et le Liberia, in Institute of Development Studies, N° 877338.
- Borremans (Raymond), 1987, Le grand dictionnaire encyclopédique de la Côte d'Ivoire, Tome 2 : C-D-E, Abidjan, NEA, 279p.
- COMARIN E., 2003, « Taylor menacé par ses rebelles », Article publié le 05/02/2003 sur [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/038/article\\_20407.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/038/article_20407.asp)
- Comfort Ero, Anne Marshall, janvier 2003, « L'ouest de la Côte d'Ivoire: un conflit libérien? » in Politique africaine, N° 89, pp. 88 – 101.
- Dosso Z, 2003, Le conflit tribal libérien resurgit en Côte d'Ivoire, disponible sur [http://www1.rfi.fr/actufr/articles/039/article\\_20889.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/039/article_20889.asp)

Galy M., 2012, « Dans l'enfer de la rébellion ivoirienne à ses débuts, l'Ouest en 2002-2003 », <http://www.legrigriinternational.com/pages/Michel-galy-presente-dans-l-enfer-de-la-rebellion-ivoirienne-a-ses-debuts-l-ouest-en-2002-2003-6859925.html>

HRW, *octobre 2004*, Côte d'Ivoire : Etablir les responsabilités dans les graves crimes contre les droits humains, un élément clé pour résoudre la crise, Document d'information, 19 p.

ICG, 24 avril 2002, Liberia : the Key to Ending Regional Instability, Bruxelles, pp. 8-9. Disponible sur [www.crisisweb.org](http://www.crisisweb.org).

ICG, avril 2003, « Tackling Liberia: The Eye of the Regional Storm », in Africa Report, N° 62, p. 15.

JACQUENS A., « Charles Taylor, président de la République du Libéria : "je quitterai le Libéria de façon ordonnée, dès qu'une force internationale sera arrivée" » in Le Monde du samedi 12 juillet 2003

Kadet B, 2015, « L'ouest forestier ivoirien : enjeux et problèmes d'une zone grise », Les Cahiers d'Outre-Mer, N° 271, p. 445.

Labonte (Nathalie); 2006, La guerre civile en Côte d'Ivoire : l'influence des facteurs économiques, politiques et identitaires, Mémoire de maîtrise, institut Québécois des hautes études internationales, Universités Laval, Québec, 155 p.

Rapport du Panel d'experts des Nations Unies sur le Libéria, S/2003/498. [https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#\\_ftn92](https://www.hrw.org/legacy/french/reports/2003/cotedivoire0803/10.htm#_ftn92)

Tozzi P., mars 2005, « Les enjeux politiques de la forêt tropicale : le Libéria et sa région », Presses de Sciences Po, in Critique internationale, pp. 47-58.

Yabi G, 2003, Rapport après rapport, les organisations non gouvernementales et l'ONU dénoncent le rôle du chef de l'État dans le conflit de l'Ouest ivoirien. Disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/113087/archives-thematique/unanimit-contre-taylor/>, consulté le 09/07/2020